



Covid et crise économique

Nous avons le plaisir d'annoncer, parallèlement à la série sur l'énergie qui connaît un énorme succès auprès de notre lectorat, la parution prochaine dans

notre journal d'un nouvel éventail d'articles, sous l'intitulé «Covid et crise économique». Travail animé par Naima Mahmoudi qui a réuni autour d'elle des journalistes à la compéten-

ce avérée, le lecteur pourra découvrir des reportages sur le terrain, des analyses et des interviews avec des dirigeants d'entreprises.

Dans cette série entamée dans l'ouest du pays, nos invités évoqueront leur expérience de patrons, par-

leront des inextricables problèmes auxquels ils sont confrontés avec l'administration et aborderont l'impact du Covid et la crise qu'il a engendrée sur leur secteur en particulier et sur l'économie algérienne en général.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5320 - Mercredi 10 mars 2021 - Prix : 10 DA

Union africaine
Tebboune participe à une réunion du Conseil de paix et de sécurité

Page 3

Durant le premier semestre de l'année en cours

Réception de 13 000 logements à Alger

Page 3

La perspective de hausse pour le pétrole se précise

Par Mohamed Habili

Pour le moment on ne sait trop si les cours du pétrole vont osciller autour des 70 dollars ou les dépasser, un seuil franchi lundi dernier, ou bien régesser de façon marquée pour se situer entre 50 et 60 dollars, comme le pense notamment le P-DG de Total, Patrick Pouyanné. La baisse d'hier n'a pas été pour le démentir en tout cas. Pour autant il n'est pas évident que le réajustement supposé par lui va se poursuivre, même si la reprise économique n'en est encore qu'à ses premiers frémissements, et que le monde n'est pas encore tout à fait à l'abri d'un rebond de la pandémie. En fait, même dans la fourchette basse, celle des 50 à 60 dollars le baril, la tendance haussière n'en reste pas moins à l'ordre du jour. Il n'en serait autrement que si la pandémie repartait de plus belle. Ce qui d'ailleurs signerait du même coup l'échec de la vaccination, un scénario peu probable mais qu'on ne peut pour l'heure écarter absolument. De même qu'auparavant tout semblait conspirer pour faire baisser les prix du pétrole, ainsi aujourd'hui tout a l'air de se liguier pour au contraire les pousser à la hausse. Les facteurs essentiels de baisse sont connus. Ils se ramènent d'une part à la crise économique persistante malgré l'éloignement dans le temps de la crise financière de 2008 qui l'a déclenchée, et de l'autre à la crise sanitaire due à l'épidémie de Covid à l'œuvre depuis maintenant plus d'une année.

Suite en page 3

Histoire/Lutte de libération nationale

Emmanuel Macron ouvre l'accès aux archives couvertes par le secret-défense

- L'ambassadeur de France en Algérie : «Les Français souhaitent travailler avec les Algériens sur le chemin de la réconciliation des mémoires»



Ph/D. R.

Le président de la République française, Emmanuel Macron, a décidé de faciliter l'accès, dès aujourd'hui, aux archives classifiées de plus de 50 ans, y compris celles relatives à la guerre de Libération nationale, a indiqué, hier, un communiqué de la Présidence de la République française. Page 2

Confédération algérienne du patronat citoyen
Soixante propositions pour la réussite du plan de relance économique

Page 2

Béjaïa
Les étudiants manifestent encore

Page 16

Emmanuel Macron ouvre l'accès aux archives couvertes par le secret-défense

■ Le président de la République française, Emmanuel Macron, a décidé de faciliter l'accès, dès aujourd'hui, aux archives classifiées de plus de 50 ans, y compris celles relatives à la guerre de Libération nationale, a indiqué, hier, un communiqué de la Présidence de la République française.

Par Meriem Benchaoua

Cette décision a été prise afin de «permettre aux services d'archives de procéder dès aujourd'hui (mercredi) aux déclassifications des documents couverts par le secret de la Défense nationale jusqu'aux dossiers de l'année 1970 incluse», précise la même source, ajoutant que «cette décision sera de nature à écouter sensiblement les délais d'attente liés à la procédure de déclassification, s'agissant notamment des documents relatifs à la guerre de Libération nationale (Algérie)».

Cette annonce intervient une semaine après la reconnaissance par le Président Macron, «au nom de la France», que l'avocat et dirigeant nationaliste Ali Boumendjel avait été «torturé et assassiné» par l'armée coloniale en 1957. Cette décision «démontre que nous allons très vite», note la même source, relevant que sa portée dépasse le cadre de l'Histoire de l'Algérie et que le Président français a répondu favorablement aux attentes de la communauté universitaire qui se plaignait notamment des «difficultés d'accès aux archives classifiées de plus de

50 ans en raison de l'application scrupuleuse d'une circulaire sur la protection du secret de la défense nationale». Dans ce sens, l'ambassadeur de France en Algérie, François Gouyette, a affirmé à Constantine que «les Français souhaitent travailler avec les Algériens sur le chemin de la réconciliation des mémoires». «La démarche entreprise récemment par le Président Emmanuel Macron qui a reconnu, au nom de la France, que l'avocat et dirigeant politique du nationalisme algérien, Ali Boumendjel, a été torturé puis assassiné par l'armée coloniale pendant la guerre de Libération, s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour dépasser les antagonismes mémoriels entre Français et Algériens», a précisé le diplomate. S'exprimant au cours d'une conférence de presse à l'issue d'une réunion de travail tenue avec des opérateurs économiques au siège de la Chambre de commerce et d'industrie Rhumel (CCIR) de Constantine, M. Gouyette a souligné que «l'initiative mémorielle du Président Macron, s'agissant de l'assassinat d'Ali Boumendjel en 1957, s'inscrit dans le cadre de la démarche de reconnaissance des faits historiques», esti-

mant «très important de connaître et de reconnaître les faits historiques tels qu'ils se sont produits». «L'Algérie a pris acte avec satisfaction de la décision du Président français, Emmanuel Macron», a également rappelé M. Gouyette, assurant que «le président français veut vraiment bâtir une relation sereine, dynamique, positive et constructive avec l'Algérie, aller de l'avant et pousser la coopération dans un esprit constructif et amical». S'agissant des perspectives de développement des relations économiques et commerciales entre la France et l'Algérie, en particulier Constantine, le diplomate a indiqué que «cette wilaya est à la pointe dans les domaines pharmaceutique et agroalimentaire», deux spécialités qui «pourraient intéresser les Français», a-t-il ajouté. Qualifiant la France de «grand partenaire de l'Algérie» et d'«investisseur important», il a souligné que des efforts étaient en cours pour «encourager le mouvement d'investissement dans les deux sens et essayer de favoriser les rapprochements et les synergies en mettant en relation les entreprises françaises et algériennes, notamment les petites et moyennes entreprises (PME)». M. B.



Ph/D. R.

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 161 nouveaux cas et 4 décès

L'Algérie a enregistré 4 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de moins qu'hier (5), portant à 3022 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une hausse, avec 161 cas, soit 13 cas de plus par rapport au bilan d'hier (148), pour atteindre, au total, 114 543 cas confirmés. R. N.

Confédération algérienne du patronat citoyen

Soixante propositions pour la réussite du plan de relance économique

La Confédération algérienne du patronat citoyen (Capc), ex-FCE, a exposé, hier, une soixantaine de propositions en vue de relancer l'économie nationale et les moyens à mettre en œuvre afin d'en assurer la réussite. Lors d'une conférence de presse qu'il a animée à cette occasion, le président de la Capc, Sami Agli, a énuméré 62 propositions autour de plusieurs axes, remises au président de la République. Dans l'axe relatif à la relance et au soutien à l'investissement, la Capc plaide pour acter la liberté totale d'investir, sans être soumis à toute autorisation, agrément ou licence.

La Capc propose également de lancer une politique de «champions économiques», mettre en place une banque d'investissement spécialisée dans le développement de la PME-PMI privée et acter l'abandon de la règle des 51/49 en matière d'investissement étrangers.

Il s'agit également de décider d'un programme à moyen terme visant l'autosuffisance alimentaire complète ou partielle (60 à 80 %) pour les céréales, graines oléagineuses, légumes secs, lait et huiles.

Le rapport de la Capc, intitulé «De l'indispensable réussite du plan de relance économique», opte aussi pour un soutien à l'industrie pharmaceutique nationale visant à assurer, dans un délai de cinq ans, 70 à 80 % des besoins en médicaments, consommables et équipements.

La Capc propose d'ériger des zones de développement prioritaire dans les Hauts-Plateaux et le Sud, de renforcer les infrastructures logistiques, de garder le système de la concession pour le foncier

industriel à des prix attractifs puis permettre la pleine propriété. En outre, il s'agit pour l'organisation patronale de rééchelonner les dettes des entreprises, de rétablir le crédit à la consommation, de développer les énergies renouvelables, de concevoir une politique de logement différente mais aussi d'atteindre 20 milliards de dollars en matière d'exportation dans un délai de trois à cinq ans et 40 milliards de dollars sur une échéance de dix ans.

S'agissant de la réduction du champ de l'informel, la Capc propose notamment une amnistie fiscale en taxant à hauteur de 1 % les montants déclarés. De plus, l'organisation patronale opte pour une réforme profonde du système du registre du commerce et l'instauration de la signature électronique dans la sphère économique. Pour ce faire, elle souligne l'intérêt de généraliser les paiements électroniques, changer la monnaie, baisser les taux d'imposition fiscaux et interdire les retraits de plus de 100 000 DA. Il s'agit également, selon la même source, de promouvoir l'investissement en gelant les autorisations d'investissement en dehors des secteurs dits stratégiques. De plus, la liste des propositions comprend le relèvement du plafond du chiffre d'affaires des entreprises et des activités soumises à l'impôt forfaitaire unique (IFU) à 50 millions de dinars/an contre le paiement d'une taxe de 5 %/an tout en renforçant les contrôles. Il s'agit aussi pour la Capc de contenir l'application de l'IFU aux artisans et petits commerces, les autres activités émergeant à l'IFU actuellement doi-

vent être évalués sur le réel. L'organisation patronale propose aussi de multiplier les marchés de gros de fruits et légumes et en faire graduellement un lieu de passage de l'ensemble du commerce de produits agricoles. Il s'agit également pour la Capc de réformer en profondeur le système du registre du commerce passant à un système déclaratif, tout en instaurant la signature électronique dans la sphère économique à travers l'interconnexion entre le Cnrc, l'état civil, les notaires et les agents agréés.

Par ailleurs, pour simplifier l'environnement de l'entreprise et améliorer le climat des affaires, le document note la nécessaire réforme du droit économique algérien, la pénalisation de la bureaucratie, la réforme fiscale et sociale profonde, suppression progressive et graduelle de la TAP dans un délai de 12 mois. Il s'agit aussi pour la Capc de favoriser les prêts à long terme pour les entreprises avec des taux bonifiés pour les projets d'investissement dits structurants ou stratégiques, changer la valeur faciale de la monnaie, moderniser le régime des changes, dynamiser la Bourse d'Alger et confier la création et la gestion des zones industrielles aux investisseurs privés.

Créer un ministère de l'Economie nationale

Afin de structurer une administration économique cohérente face au monde de l'entreprise, le rapport propose de créer un ministère de l'Economie nationale regroupant ceux des Finances, de

l'Industrie et du Commerce. De plus, la Capc propose de dépénaliser l'acte d'exportation s'agissant du rapatriement de devises, de permettre aux entreprises algériennes d'investir à l'étranger, mettre sur pied, dès maintenant, des passerelles entre le système de formation et le monde de l'entreprise et mettre à niveau une dizaine de grandes écoles ou d'universités nationales. En outre, la liste des propositions comprend l'engagement d'une réforme de décentralisation économique poussée en faveur d'administrations économiques régionales, le lancement d'un programme national d'appui aux entreprises, la création du statut de l'auto-entrepreneur/micro-entrepreneur ainsi que la création d'un haut conseil de l'attractivité. Questionné sur l'industrie automobile nationale, lors d'un point de presse, Agli a posé la question sur la nécessité ou non d'une industrie automobile nationale, mettant en avant la présence d'autres priorités telles que la sauvegarde et le soutien du tissu économique existant. S'agissant du foncier industriel, le même responsable s'est félicité de la décision prise par les autorités du pays de récupérer le foncier industriel inexploité tout en appelant à mettre en œuvre cette décision de manière transparente et dans des délais raisonnables. En outre, il a évoqué la décision de limiter l'importation du matériel industriel à moins de dix ans, se disant favorable à laisser l'initiative à l'opérateur économique de juger de la pertinence du matériel d'occasion nécessaire à son activité.

Louisa Ait Ramdane

Lutte contre la drogue durant les dix dernières années

Plus de mille tonnes de résine de cannabis saisies

■ «Plus de 1 000 tonnes de résine de cannabis, en provenance du Maroc, ont été saisies par les différents corps de sécurité durant les dix dernières années, et 88 tonnes de cette même drogue en 2020», ont indiqué, hier, plusieurs responsables qui luttent contre le trafic illicite de stupéfiants.

Par Thinhinene Khouchi

Le phénomène de la consommation de drogue et sa propagation en Algérie ainsi que le trafic illicite de stupéfiants a été traité, hier, par plusieurs responsables. En effet, s'exprimant sur les ondes de la Radio algérienne Chaîne 3, le colonel Yacine Boumrah, du département de toxicologie de l'Institut national de la criminologie et de la criminalistique (Incc), a indiqué que «durant les dix dernières années, plus de 1 000 tonnes de résine cannabis, en provenance du Maroc, ont été saisies par les différents corps de sécurité», qualifiant ce chiffre d'«astronomique». M. Boumrah a précisé que la culture du cannabis au Maroc a connu beaucoup de transformation, et ce, par une introduction massive de variétés hybrides. Ce qui a permis justement d'augmenter la production et surtout la puissance du haschich. «Le danger réside à ce niveau-là, a-t-il précisé, puisque le risque sanitaire de ce type de drogue, qui présente un taux élevé de Tétrahydrocannabinol (THC) ou de principe actif, est énorme». «En 2010, le haschich marocain avait 1 % de THC, alors qu'en 2020 on a eu des saisies avec des pourcentages qui avoisinent les 50 %. Ce qui est dangereux pour la santé», a-t-il alerté. Plus explicite, l'invité a indiqué que «ce haschich moderne» a un pouvoir addictogène plus

élevé que le haschich classique marocain et qu'il est comparable aux drogues dures, à savoir la cocaïne et l'héroïne. Pour faire face à ce phénomène qui prend de plus en plus de l'ampleur, le colonel Boumrah affirme que la lutte à nos frontières a été renforcée ces dernières années. «Des moyens techniques et scientifiques ont été mis à la disposition des différents services de sécurité pour lutter efficacement et sans merci contre les bandes spécialisées dans l'acheminement de drogue vers notre territoire, mais aussi de sa distribution à petite et à moyenne échelle dans les différents coins du pays», a-t-il déclaré. De son côté, la directrice de la prévention et la communication à l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Onldt), Ghania Keddache, qui était hier l'invitée de la Radio nationale Chaîne 1, a indiqué que «l'Algérie est une cible majeure pour le Maroc pour exporter son produit de résine cannabis». Elle a souligné qu'«au cours des deux dernières années, la quantité saisie de cette substance a doublé». M^{me} Keddache a expliqué que «les saisies de résine cannabis ont atteint leur apogée en 2013, alors qu'elles dépassaient 211 tonnes, ce qui a poussé les autorités à intensifier les contrôles de sécurité aux frontières». L'invitée de la radio a ajouté que les quantités de saisies avaient diminué par la suite, atteignant 34 tonnes en 2018, mais que le mouvement d'exportation avait doublé plus tard, atteignant 88 tonnes



en 2020. Dans le même contexte, M^{me} Keddache a indiqué que «le cannabis est produit au Maroc pour l'exportation, et sa production est affectée par la question de l'offre et de la demande», soulignant que les opérations d'exportation visent également l'Europe et ont besoin d'un réseau de transfert dans les zones de transit. L'intervenante a estimé que l'opération constituait une menace pour la sécurité et la stabilité sanitaire des zones utilisées comme zones de transit, dont l'Algérie. Pour ce qui est des autres types de drogue, elle a révélé que les enquêtes sur le terrain ont montré qu'il existe d'autres types en Algérie, comme la cocaïne, dont une augmentation significative de leur consommation a été enregistrée ces dernières années, après que la région Ouest de l'Algérie est devenue une zone de transit. Les substances psychotropes et les pilules halluci-

nogènes font partie des drogues dont la consommation a doublé chez les jeunes ces dernières années, selon M^{me} Keddache, qui a révélé que de 2 à 6 millions de comprimés ont été saisis entre 2019 et 2020. Elle a enfin dévoilé la stratégie nationale de lutte contre la drogue pour 2020-2024, supervisée par l'Office et regroupant les différents secteurs, focalisant, pour la première fois, sur l'axe de la recherche scientifique dans l'étude du phénomène de la drogue dans la société à travers l'association des chercheurs à la stratégie. Cette stratégie repose sur les indicateurs et données des enquêtes et études réalisées sur l'ampleur du phénomène de la drogue et les bilans des saisies, outre l'évaluation de la mise en œuvre des axes de la précédente stratégie basée sur les moyens de prévention et de prise en charge, a-t-elle ajouté.

T. K.

Union africaine Tebboune participe à une réunion du Conseil de paix et de sécurité

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmajid Tebboune, a pris part, hier, à une «importante» réunion du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, indique un communiqué de la Présidence de la République.

«Le président de la République, M. Abdelmajid Tebboune, a pris part ce jour à une importante réunion du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement», lit-on dans le communiqué.

Deux points ont été examinés lors de cette réunion, précise la même source, «le premier ayant trait aux changements climatiques et à leurs impacts sur la paix et la sécurité en Afrique, le deuxième à la question du Sahara occidental à la lumière des développements et des dangereux dépassements enregistrés récemment dans les territoires sahraouis occupés».

R. N.

Durant le premier semestre de l'année en cours

Réception de 13 000 logements à Alger

Une feuille de route pour la réception de 13 000 logements à Alger, durant les premier et le deuxième trimestres de l'année en cours, a été mise en place par le ministère de l'Habitat. Cette annonce devrait faire beaucoup de contenus parmi les demandeurs de logements, nombreux à attendre un toit. Le ministre de l'Habitat, Tarek Belaribi, qui présidait, hier, une réunion avec les responsables de l'Habitat de la capitale, a donné des instructions «fermes» aux directeurs pour accélérer la cadence des travaux, en ouvrant plusieurs fronts au niveau des différents chantiers. Cette réunion a été l'occasion de faire le point sur les projets de logements en cours à Alger, les entraves que rencontrent les travaux, le taux d'avancement et les dates de réception. Cette réunion a vu la présence du secrétaire général du ministère, le chef de cabinet, le directeur général en charge de la gestion

des services de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (Aadl) et celui de l'Entreprise nationale de promotion immobilière (Enpi) ainsi que bien d'autres directeurs du secteur. Désigné ministre de l'Habitat lors du dernier remaniement du gouvernement, M. Belaribi, qui occupait le poste de DG de l'Aadl, semble vouloir relancer les projets en souffrance et achever les chantiers dans les meilleurs délais. Depuis quelques jours, des instructions ont été données pour accélérer le rythme de réalisation et répondre aux préoccupations exprimées par les souscripteurs. D'ailleurs, de nombreuses associations représentant des quartiers Aadl en travaux ont été reçues par le nouveau directeur de l'agence. Fayçal Zitouni, DG de l'Aadl, a indiqué, dimanche, que toutes les préoccupations des souscripteurs aux projets de logements dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah (Alger) au titre

du programme location-vente seront prises en charge. «Sur instruction du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, M. Zitouni a rencontré, dimanche, au siège de la direction, les représentants des souscripteurs du site 23 (1500/3000 logements) à Rahmania, relevant de la nouvelle ville de Sidi Abdallah, et ceux du quota 4 du projet 10 800 logements, lit-on dans un post sur la page Facebook de l'Agence. «M. Zitouni a noté leurs préoccupations concernant la remise des pré-affectations et l'avancement des travaux des différents projets de logement», selon la même source. Les engagements pris par le ministre de l'Habitat, lors de ses rencontres avec les souscripteurs, seront honorés, a-t-il affirmé, précisant que la vente des locaux commerciaux du site 1500/3000 logements à Rahmania sera prochainement annoncée.

Aomar Fekrahe

LA QUESTION DU JOUR

La perspective de hausse pour le pétrole se précise

Suite de la page une

Le moins que l'on puisse dire est qu'elles ont été au diapason l'une de l'autre, la deuxième accentuant, renforçant les effets de la première. Ce que la première vague a laissé debout, la deuxième a failli le jeter bas en entier. La faiblesse de la demande de pétrole, déjà bien réelle du fait d'une récession persistante parce qu'en fait structurelle, n'a pu qu'empirer sous l'effet ultérieur des confinements et fermetures imposés par la pandémie. Cette conjonction de deux facteurs agissant dans le même sens a conduit en avril dernier à des ventes à perte sur le marché américain. Des opérateurs ont dû payer à ce moment pour qu'on les débarrasse de leur surplus. Peu de temps après, les prix se sont mis pourtant à se redresser. Il est vrai sans beaucoup d'allant, mais c'est qu'on était alors au plus fort de la crise sanitaire. S'ils ont à tout le moins infléchi leur cours, c'est qu'il devenait de plus en plus évident qu'un des secteurs de la production pétrolière, celui du schiste américain, n'avait pas en réalité le grand avenir qu'on lui avait prédit. Dès juillet de 2020, Chesapeake, la firme américaine pionnière dans ce domaine, se déclarait en faillite. D'autres l'avaient précédé dans cette voie, et d'autres encore la suivraient bientôt. Le dégonflement de la bulle du schiste, une prédiction que des analystes avaient faite depuis quasiment le début de l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels, se réalisait et d'une façon plutôt spectaculaire. Toute cette activité n'a pas cessé aujourd'hui, il s'en faut, mais tout porte à croire qu'elle est condamnée à terme. Et elle ne l'est pas parce que la ressource s'avère plus rare qu'on ne l'avait cru, mais parce que cette industrie n'est tout simplement pas rentable économiquement parlant. Si elle a pu se développer, c'est parce qu'elle a été portée à bout de bras par les banques et les marchés financiers dans le contexte de l'après crise de 2008 et de la politique monétaire expansionniste mise en œuvre ensuite pour contenir la déflation qui menaçait, et qui d'ailleurs menace encore. Avec le début de la fin pour le pétrole de schiste, ce sont plus de 10 millions de barils par jour qui ont commencé à manquer au marché mondial. Plus de 10 millions de barils jour, c'est le niveau de production de l'Arabie saoudite ou de la Russie. Qu'on imagine un peu ce qui adviendrait des prix si l'une ou l'autre était amenée pour une raison ou pour une autre à sortir du marché. Or c'est précisément ce qui est en train de se passer depuis la faillite de Chesapeake.

M. H.

Journée du 8 mars

Le Président Tebboune honore des femmes algériennes

■ Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a honoré, lundi, des femmes algériennes, dont des moudjahidate, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la femme.

Par Hocine B.

Parmi les femmes honorées lors de cette cérémonie organisée au siège de la Présidence de la République, figurent également des femmes qui ont laissé leurs empreintes et réussi leurs projets dans le cadre des différents dispositifs d'aide à l'emploi et d'insertion sociale mis en place par l'Etat, ainsi que des femmes qui se sont distinguées dans le domaine de la création et de l'innovation et des sportives ayant excellé dans des compétitions internationales.

Le chef de l'Etat a eu l'occasion d'échanger les propos avec les femmes honorées, venues de différentes régions du pays, et écouté leurs doléances et leurs préoccupations.

Pour leur part, les femmes honorées ont exprimé leur joie d'être reçues et honorées par le président de la République et se sont engagées à participer aux efforts de développement du pays et à l'édification de l'Algérie nouvelle à laquelle aspire tout le peuple algérien.

Le Président Tebboune salue «les rôles de premier plan» et «les missions cruciales» de la femme à travers l'histoire de l'Algérie

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a salué, lundi, «les rôles de premier plan» et «les missions cruciales» assumés par la femme à travers l'histoire de l'Algérie, et la détermination qui l'anime face aux défis de l'heure.

«Cette journée qui symbolise les valeurs de liberté, d'égalité et de dignité humaine, nous offre une excellente opportunité pour souligner encore une fois à quel point nous sommes fiers des filles de l'Algérie», a déclaré le président de la République dans un message lu en son nom par la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, lors d'une cérémonie organisée en l'honneur de la femme algérienne au siège du ministère des Affaires étran-

gères, à l'occasion de la Journée internationale de la femme.

Le Président Tebboune a exprimé, dans le même sens, sa considération «méritée» à la femme algérienne, saluant «les rôles de premier plan et les missions cruciales qu'elle a n'a eu de cesse d'assumer à travers l'histoire de notre pays. Une histoire jalonnée de modèles et d'exemples que la Mémoire nationale retiendra avec égard et respect à l'actif de la femme algérienne, qui s'inspire encore de ce legs radieux et honorable pour relever, avec bravoure, les défis de l'heure».

Rappelant que la célébration de la Journée internationale de la femme intervenait, cette année, dans une «conjoncture particulière», le président de la République a relevé que «la crise sanitaire difficile qu'a traversée notre pays a mis en évidence l'enracinement de la solidarité et de l'entraide chez le peuple algérien altier ainsi que la cohésion au sein de la société ce qui nous a permis, Dieu soit loué, de réaliser des avancées notables dans la bataille contre l'épidémie et de remporter des victoires successives grâce à des efforts conjugués et continus, dont la dernière a été le lancement, dès janvier 2021, de la campagne de vaccination anti Covid-19», a-t-il ajouté.

«Nous nous attelons toujours à prendre les mesures à même d'atténuer l'impact de la pandémie, avec le concours de tout un chacun, notamment la société civile dont la femme est l'un des leviers clés à tous les niveaux de l'action associative et dans tous les domaines de la prise en charge des nouvelles générations», a affirmé le Président Tebboune.

Cette étape décisive, a-t-il poursuivi, «exige de jeter les fondements d'une nouvelle ère affranchie de la corruption, sous toutes ses formes, et d'amorcer une véritable dynamique pour rattraper le temps perdu et parachever ce que nous avons initié depuis que le peuple nous a honoré de sa confiance et nous a investis de la responsabilité de concrétiser ses aspirations, découlant du Hirak authentique et béni».

Et d'ajouter, à ce propos,



«nous sommes décidés à poursuivre, avec l'aide de Dieu, la concrétisation des engagements que nous avons pris».

Mettant en avant le rôle de la femme algérienne, «présente au cœur de cette démarche nationale et qui le sera davantage à la faveur de ce qui lui a garanti la Constitution, notamment en matière d'autonomisation politique et de participation à la relance économique», le chef de l'Etat a cité également «la consécration du principe d'équité en matière d'accès aux postes de responsabilité et la protection contre toute forme de violence en vertu d'un dispositif juridique en adéquation avec nos constantes nationales et conformément à nos engagements internationaux».

«Ma conviction est profonde en la forte volonté nationale des filles de notre pays à adhérer à l'édification institutionnelle, dans toutes ses dimensions, essentiellement en ce qui concerne l'intégration de la femme dans la

vie économique à travers l'encouragement de l'initiation de projets producteurs de richesse et de l'esprit d'entrepreneuriat chez la femme innovatrice», a soutenu le président de la République, citant la femme rurale et la femme au foyer.

Rappelant le programme national intersectoriel qui sera concrétisé au profit de la femme des zones reculées et défavorisées, le président de la République a mis l'accent sur l'impératif d'assurer à ce programme «un accompagnement constant et une évaluation régulière dans le cadre d'une approche complémentaire aux efforts consentis pour la prise en charge des zones d'ombre dans les quatre coins du pays».

«Je suis résolument déterminé à ce que cette orientation soit dans les priorités des pouvoirs publics afin de réparer les injustices et enrayer les images de misère, qui ne sont pas dignes du rang et de l'image de l'Algérie et des sacrifices de ses vaillants

chouhada et des patriotes fidèles à leur serment», a affirmé le chef de l'Etat.

A cette occasion, le Président Tebboune a appelé à «la synergie des efforts des filles et fils de l'Algérie au moment où ne sont plus dissimulées les velléités de semer la discorde et le chaos», se disant convaincu qu'«elles sont inéluctablement vouées à l'échec face à la détermination du peuple à faire parvenir l'Algérie, à travers les institutions de l'Etat, au renforcement de la démocratie et de la transparence, à la garantie des libertés, à la moralisation de la vie publique et à la diffusion de la quiétude».

En conclusion, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a exprimé aux femmes algériennes ses meilleurs vœux, leur réitérant à cette occasion «tout le soutien pour faire réussir les prochaines échéances décisives dans le cadre de l'édification de l'Algérie nouvelle».

H. B.

Boukadoum

La réunion ministérielle du Togo, une occasion pour échanger avec des homologues africains

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a affirmé, hier, que la réunion ministérielle tenue au Togo avait été une occasion pour nouer des contacts bilatéraux avec plusieurs homologues africains et responsables de l'Organisation des Nations unies (ONU), de l'Union africaine (UA) et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao),

soulignant la nécessité de relancer la coopération commune pour faire face aux défis communs.

«La réunion ministérielle tenue en République togolaise a été une occasion pour nouer des contacts bilatéraux avec plusieurs homologues africains et responsables de l'Organisation des Nations unies (ONU), de l'Union africaine (UA) et de la Communauté économique des

Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao)», a tweeté le ministre.

«Il faut relancer et développer les cadres de la coopération commune en vue de faire face aux défis communs», a ajouté M. Boukadoum qui a pris part, lundi, aux travaux de la 2^e réunion ministérielle du groupe de l'UA de soutien au Mali.

Le ministre des Affaires étrangères

avait affirmé que cette réunion avait permis d'évaluer l'application de l'accord pour la paix et la réconciliation, issu de processus d'Alger.

Il a, en outre, rappelé l'importance du soutien international, insistant en parallèle sur la nécessité de préserver un processus malo-malien, au mieux des intérêts du peuple malien.

L. M.

84 projets financés en 2020 à Oran

■ Quarante-quatre projets d'investissement ont été financés dans la wilaya d'Oran en 2020, dans le cadre de la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac), a-t-on appris du directeur de wilaya de ce secteur.

P.M.D. R.



Par Samia Y.

L'opération de financement des projets a connu une «certaine stabilité» durant l'année écoulée, par rapport à l'année 2019 qui a enregistré le financement de 91 projets dans le cadre de cette formule, en dépit de la situation sanitaire caractérisée par la pandémie de Covid-19, a précisé le directeur de l'annexe de la Cnac. Rabah Aïmouche considère que ce résultat est positif et pouvait dépasser de loin celui réalisé l'année dernière, sauf que l'agence fonctionnait avec un nombre réduit de travailleurs pendant plus de 7 mois, notant que 50 % de ses effectifs avaient bénéficié d'un congé payé exceptionnel, dans le cadre des mesures de prévention contre la propagation du coronavirus. En 2020, le secteur des services a été en tête des secteurs financés par la Cnac avec 44 projets, suivi par celui de l'industrie avec 24 pro-

jets, et le secteur de la construction et des travaux publics avec 10 projets. Six projets dans le secteur agricole et de la pêche ont été également financés. Ces projets financés ont permis la création de 180 postes d'emploi, selon M. Aïmouche, et la plateforme numérique lancée par la direction générale de la Cnac a permis de poursuivre le travail de manière normale, sachant qu'elle permet à ceux sollicitant un financement de s'inscrire et de télécharger les documents formant le dossier administratif et technique, ainsi que le reçu de réception du dossier.

A travers le même système, le demandeur peut discuter avec son conseiller gestionnaire, à travers une unité spéciale pour la correspondance intégrée à son niveau, ainsi que le téléchargement de l'étude technique et économique de son projet présenté, avant d'aller vers la commission de sélection, de financement et de suivi de l'avancement dans le traitement de la demande de financement le concernant, ajoute la même source.

S. Y.

Oléiculteur

Baisse sensible de la production oléicole à Tissemsilt

La production oléicole a enregistré, au cours de la campagne de récolte de la saison agricole qui vient de s'achever, une «baisse sensible», a-t-on appris auprès de la Direction des services agricoles (DSA).

Le service de régulation de la production végétale et animale à la DSA a signalé que la production d'olive pour cette saison est estimée à plus de 54 000 quintaux sur une superficie productive de 5 130

hectares, contre environ 99 000 qx l'année dernière. La récolte réalisée cette saison est répartie sur plus de 45 000 qx d'olive destinée à la production d'huile et près de 9 000 qx d'olive de table, a-t-on indiqué.

Cette baisse de production est justifiée par des pertes importantes d'oliviers par les vents du «sirocco», notamment aux mois de juillet et août de l'année dernière, ainsi qu'à la «baisse» des rende-

ments des champs d'oliviers, en particulier dans les zones montagneuses de la wilaya.

Afin de développer la filière oléicole dans la wilaya, la DSA a lancé, en coopération avec la Chambre agricole, au début de cette année, un plan qui comprend des sorties de sensibilisation dans les exploitations agricoles pour inviter les agriculteurs à intensifier cette culture, notamment dans les zones montagneuses, tout en les incitant à

investir dans la concrétisation des unités de production d'huile d'olive.

A noter que l'oléiculture se répand dans la wilaya de Tissemsilt dans les zones montagneuses, telles que Bordj Bounaama, Lazharria, Theniet El Had, Sidi Slimane, Melaab et Bordj Emir Abdelkader, qui disposent des conditions climatiques et naturelles propices à une telle culture.

Saïd H.

Japon

La croissance au quatrième trimestre revue à la baisse à 11,7 % annualisée

La croissance économique du Japon pour la période d'octobre à décembre a été rétrogradée d'une expansion annualisée de 12,7 %, initialement signalée, à une croissance réelle annualisée de 11,7 % par rapport au trimestre précédent, a déclaré, hier, le gouvernement japonais dans un rapport.

Selon le bureau du gouvernement, la hausse du produit intérieur brut (PIB) réel, c'est-à-dire la valeur totale des biens et services produits dans le pays et corrigée de l'inflation, équivaut à une expansion de 2,8 % sur une base trimestrielle désaisonnalisée.

La contraction du PIB réel en 2020, cependant, a été laissée inchangée par la révision pour le trimestre de référence par rapport aux 4,8 % préliminaires, qui était la première baisse depuis une contraction de 5,7 % enregistrée en 2009, a-t-il indiqué.

H. D.

France

La croissance du PIB sera «au moins égale à 5 %» en 2021

La croissance de l'économie française sera «au moins égale à 5 % en 2021», a estimé, hier, le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau. Cette prévision «conforte» celle de 5 % faite par la banque centrale française en décembre, alors que «la récession est derrière nous», selon les déclarations du gouverneur sur France Info.

Cette croissance sera «l'une des plus fortes d'Europe, nette-

ment supérieure à la moyenne européenne», a-t-il assuré. Le gouvernement table pour sa part sur une croissance de 6 % cette année.

«Devant nous, nous avons une deuxième étape qui va durer un an à peu près et qui est au fond un faux plat, c'est-à-dire qu'il y aura moins d'accidents et qu'on va continuer à remonter en pente douce, ce qui permettra de ramener le niveau d'activité à son niveau d'avant-crise d'ici le printemps ou l'été 2022, alors

qu'il est actuellement 5 % en-dessous», a détaillé M. Villeroy de Galhau.

La Banque de France a publié lundi une note de conjoncture qui prévoit une croissance légèrement positive pour le premier trimestre, avant la publication de prévisions plus complètes pour l'ensemble de l'année lundi prochain.

La reprise de l'économie française «va dépendre de la confiance des consommateurs, une fois les restrictions sani-

taires levées», a souligné le gouverneur, ajoutant que «l'amortissement public (les mesures de soutien à l'économie) doit être relayé par la confiance privée».

Il s'est voulu optimiste, notamment parce que l'emploi et l'investissement public ont résisté «plutôt mieux qu'on ne pouvait le craindre» à la crise du Covid-19, qui a provoqué en 2020 une récession historique de 8,2 % de l'économie française.

Salem K.

Allemagne

Les exportations progressent légèrement en janvier

Les exportations allemandes ont progressé légèrement en janvier tout en restant encore sous leur niveau atteint avant la pandémie de Covid-19, tandis que le Brexit a fait chuter les échanges avec le Royaume-Uni, selon des chiffres officiels publiés hier.

Au total, l'Allemagne a exporté des biens pour 98,1 milliards

d'euros, 1,4 % de plus qu'en décembre selon des chiffres corrigés des variations saisonnières (CVS). Les importations ont atteint 83,8 milliards d'euros, 4,7 % de moins que le mois précédent.

Les deux données restent 8 % et 9,8 % en-dessous de janvier 2020 et respectivement 3,3 % et 5,2 % en-dessous de février de

l'année passée, avant le début des restrictions liées au coronavirus. L'excédent commercial a atteint 22,2 milliards d'euros en données CVS, un niveau «étonnamment élevé» selon des économistes qui voient «un signal d'alarme pour le premier trimestre».

Dans le détail et comparé à janvier 2020, les exportations

vers les pays de l'UE ont reculé de 6 % et les importations de 5,9 %. Pour les pays tiers, la baisse est de 10,3 % pour l'export et de 13,9 % côté import.

Conséquence de la mise en œuvre effective du Brexit, les exportations vers le Royaume-Uni ont chuté en janvier de 29 % par rapport à décembre (à 4,3 milliards d'euros) tandis que les

importations ont été divisées par deux pour atteindre 1,6 milliard, a précisé Destatis, confirmant son estimation publiée début mars.

Le commerce extérieur allemand vers le Royaume-Uni recule chaque année depuis 2016, année du vote des Britanniques en faveur de la sortie de l'Union européenne.

Nabila T.

Ouargla

Lancement officiel du projet Digitaq à l'université Kasdi-Merbah

■ Le projet Digitaq (création de capacités digitales pour le pilotage de l'assurance qualité) a été lancé officiellement à l'université Kasdi-Merbah (UKMO) de Ouargla, a-t-on appris des responsables de cette structure de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Par Hocine A.

Ce projet, fruit d'une coopération algéro-européenne dans le cadre du programme «Erasmus», financé à hauteur de 905 000 euros, vise le développement des capacités digitales pour le pilotage de l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur algérien et concerne plusieurs domaines, dont, entre autres, la recherche, la gestion, la formation, la gouvernance et les relations avec les secteurs socio-économiques, a expliqué le vice-recteur chargé des relations extérieures, de la coopération, de l'animation, de la communication et des manifestations scientifiques à l'UKMO, Mourad Korichi. Le lancement de ce projet, qui a eu lieu la fin de la semaine dernière à l'université Kasdi-Merbah de Ouargla, a été marqué par la présentation, à travers la visioconférence, d'une série de communications par des universitaires algériens et européens concernés par ce

projet, axées notamment sur les grandes lignes du projet et sa gestion, selon la même source.

Ce projet prévoit un partenariat entre les universités algériennes de l'USTO (Oran), Oum El Bouaghi, Ouargla, Biskra, Sétif 2, Béjaïa, Mascara, Guelma et d'Alger 1, en plus du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESR), d'une part, et cinq établissements européens, d'autre part, en l'occurrence les universités de Lyon 2 (France), Liège (Belgique), Lisbonne (Portugal) et de l'Union des universités de la Méditerranée «Unimed» (Italie), ainsi que le mouvement français pour la qualité Rhône-Alpes (France), a-t-il rappelé.

Session de formation sur la plateforme numérique de la Protection civile

Près de 20 cadres chargés de l'information et la communication au corps de la Protection civile (PC) au niveau de plusieurs wilayas du pays prennent part à une session de formation en gestion opérationnelle de la plateforme numérique de la Protection civile ouverte à Ouargla. Le programme de cette



formation de deux jours prévoit, à la lumière du programme national de la Protection civile, des cours théoriques et des ateliers pratiques sur la gestion de la nouvelle plateforme numérique, l'exploitation des informations opérationnelles d'une manière précise, l'utilisation rapide de l'information géographique, l'exploitation et l'analyse des données opérationnelles et l'unification de la méthode de travail inter-directions de ce corps, a expliqué le sous-directeur de la planification opérationnelle à la Direction générale de la Protection civile (DGPC), le

commandant Merizeg Keffous.

L'adoption d'une terminologie informative commune, la coordination entre différentes unités d'intervention de la wilaya et le centre de coordination nationale et de wilaya, l'amélioration des services et des appels de secours, l'intervention rapide lors des accidents, font partie de ce programme de formation établi par la DGPC, a-t-il expliqué. Le même responsable a indiqué que cette rencontre régionale de formation des cadres chargés de la gestion de la plateforme numérique fait partie de neuf autres similaires prévues à

l'échelle nationale pour être suivies d'autres sessions locales au niveau des unités de la protection civile. Cette plateforme numérique, dont la conception a été confiée à une entreprise spécialisée, sera mise en œuvre une fois la formation des cadres achevée, a-t-il fait savoir.

La rencontre de formation qui a pour cadre la bibliothèque principale «Tidjani-Mohamed» de Ouargla, se déroule avec la participation des cadres de la Protection civile des wilayas de Tamanrasset, Illizi, El-Oued, Biskra, Tébessa et Ouargla.

H. A.

El Bayadh Livraison de 140 000 qx d'orge subventionnée aux éleveurs

UNE OPÉRATION de livraison de quelque 140 000 quintaux d'orge aux éleveurs a été lancée récemment dans la wilaya d'El Bayadh, a-t-on appris de la Direction des services agricoles (DSA). Le chef de bureau production agricole à la DSA, Omar Remis, a indiqué que cette quantité d'orge subventionnée est la deuxième livrée par la Coopérative de céréales et de légumes secs, après un premier quota.

Ce deuxième quota bénéficie à plus de 7 400 éleveurs dont 7 191 éleveurs d'ovins et 272 de camélidés. La part de chaque éleveur est suivant le nombre de têtes de bétail dont il dispose. Jusqu'à présent, l'opération a permis la livraison d'environ 25 000 qx et se poursuit à travers deux points désignés pour faciliter la vente de ce produit dans les communes d'El Bayadh et de Bougtob, a-t-on fait savoir.

Le même responsable a souligné que l'opération de livraison s'est effectuée suivant un programme défini par la DSA, en coordination avec la Chambre d'agriculture et la CCLS, et a introduit des facilités au profit des éleveurs, notamment en ce qui concerne le paiement qui s'opère à l'antenne de la Banque agricole de développement et rural (Badr) à El Bayadh et Bougtob.

A. F.

Mostaganem

Création de plus de 21 000 postes d'emploi en 2020

Plus de 21 000 postes d'emploi ont été créés durant l'année 2020 au niveau de la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris du directeur de l'emploi de la wilaya.

Bachir Mechti a déclaré qu'il a été procédé globalement à la création de 21 790 postes d'emploi, dont 801 postes permanents, ce qui a contribué à stabiliser le taux de chômage au niveau de la wilaya aux environs de 10 %. Il a souligné que les offres d'emploi qui ont été introduites au niveau de l'agence de

l'emploi de la wilaya, l'année écoulée, ont atteint durant la même période 4 924 offres en majorité dans le secteur privé, à savoir 3 741 offres, contre 26 214 demandes de travail enregistrées. L'agence de l'emploi de la wilaya a procédé l'année écoulée à l'installation de 3 864 demandes de travail, dans le cadre du travail classique et 165 bénéficiaires des dispositifs d'aide d'insertion professionnelle (DAIP) et de contrat de travail aidé (CTA), a ajouté le même responsable.

Le dispositif de l'Agence

nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat a contribué à créer 171 postes d'emploi permanents par le financement de plus de 84 projets dans différents domaines aussi importants que l'agriculture, le bâtiment, les travaux publics, les métiers et les services qui s'ajoutent aux 201 postes d'emploi permanents ayant été créés à travers la Caisse nationale d'assurance chômage pour quelque 94 projets, selon le directeur de l'emploi. Durant cette période, 778 personnes ont bénéficié d'aide à

l'insertion professionnelle et sociale, en application de l'insertion interministérielle portant sur la régulation de cette catégorie et qui concerne dans la wilaya de Mostaganem 9 494 bénéficiaires du contrat préemploi, a-t-on expliqué. M. Mechti a expliqué que le nombre de postes d'emploi qui ont été créés durant l'année 2020 a connu une baisse sensible, notamment à cause de l'impact de la pandémie de Covid-19 sur le marché du travail et sur la cadence économique de façon générale.

Lyes B.

Skikda

Lancement de la seconde opération de vaccination contre le Covid-19

La deuxième opération de vaccination contre le Covid-19 a été entamée dimanche dans la wilaya de Skikda, a-t-on appris du D' Mouna Fahem, médecin spécialiste en épidémiologie et médecine préventive à la Direction de la santé et de la population (DSP).

Cette spécialiste a précisé que des moyens humains et matériels importants ont été mobilisés pour assurer le bon

déroulement de cette opération, faisant état de la réception d'un second quota de 4 576 doses de vaccin chinois Sinopharm au profit de 2 288 personnes inscrites dans l'attente du vaccin. D' Fahem a déclaré, par ailleurs, que six lieux de vaccination ont été réservés à travers les structures de santé et les polycliniques de la wilaya, dont celle de Mebarek-Zohra et la polyclinique de la cité des 700 logements, au

chef-lieu de wilaya, en plus d'autres infrastructures similaires dans les régions de Bir Farina, Sidi Mezghiche, Ain Kechra et Bouneghra.

Faisant savoir que la wilaya de Skikda a reçu, dans une première étape, pas moins de 1 020 doses de vaccin AstraZeneca qui ont été entièrement utilisées, la même praticienne a fait état dans ce contexte de la forte demande des citoyens pour ce vaccin,

imputant cela aux actions de sensibilisation et d'information organisées par les services de la DSP.

La même spécialiste a souligné, en outre, que 62 % du premier quota de vaccin alloué au secteur de la Santé de la wilaya de Skikda ont été administrés aux malades chroniques, alors que 11 % ont été consacrés au personnel médical.

S. A.

Festival national du théâtre professionnel

D'importantes pièces théâtrales à découvrir

■ Après la fermeture des salles de spectacles durant des mois à cause de la pandémie de Covid-19, le public commence à reprendre le chemin des salles de cinéma et de théâtre. En effet, la reprise des activités culturelles est marquée par l'organisation de différents festivals, dans le strict respect des règles sanitaires.

Par Abla Selles

Parmi les rendez-vous importants qui sont très attendus par le public, il y a le Festival national du théâtre professionnel (Fntp) qui s'organise dans sa quatorzième édition à Alger. Prévu du 11 au 21 mars courant, cet événement débute demain en présence de plusieurs personnalités culturelles locales, annoncent les organisateurs. La concurrence sera très forte entre les participants qui ont préparé des prestations de qualité, précise la même source.

Une vingtaine de prestations produites par différents théâtres régionaux, coopératives et associations culturelles, seront présentées au public.

Neuf pièces de théâtre se disputeront, sur les planches du Théâtre national, les huit distinctions qui sanctionnent, au-delà du prix du jury, les meilleurs spectacle, texte, mise en scène, scénographie, création musicale, rôles masculin et féminin.

Outre le Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA), en

lice avec la pièce «*EzZaouèche*» (Le moineau), «*Khatini*» de Mostaganem, «*Es-Seïqa*» (Le contrat) de Tizi Ouzou, «*Arlequin, valet des deux maîtres*» d'Oran, «*Aramil*» (Les veuves) de Constantine, «*Nestennaw Fel Hit*» (Nous attendons le mur) de Bordj Bou-Arreridj, «*Tilisa*» (Les frontières) de Béjaïa, «*El Djidar El Khames*» (Le cinquième mur) de Sidi Bel Abbès, «*Loâbet El Arch*» (Le jeu du trône) de Guelma, «*Sekkoura*» de Souk Ahras, animeront la compétition du 14^e Fntp.

Les différents prix seront décernés par un jury présidé par Habib Boukhelha et composé de Bouziane Benachour, Faouzi Benbraham, Wahid Achour et Nabila Brahim.

Il y a aussi d'autres spectacles où plusieurs troupes des quatre coins du pays participent et qui sont prévus hors compétition. Il s'agit de «*Letraf*» du TR Mascara, «*Saha l'Artiste*», «*Kiyass ou Labess*» et «*Keddab.com*» des coopératives culturelles «*Sindjeb*», «*Rocher noir*» et «*Les Nomades*», ainsi que «*Pentoura spéciale*», «*Sin Eni*», «*Falso*» et

«*Yemma L'Zayer*» des associations culturelles «*Teftika*», «*Machahou*», «*Noussour*», «*Takerboust*» et le one woman show «*Tayoucha*» de Nesrine Belhadj.

L'ouverture du 14^e Fntp sera marquée par la présentation de «*El Koursi*» (La chaise), une prestation chorégraphique conçue et mise en scène par Riadh Beroual, programmée à l'issue du spectacle de rue «*El Halqa*», prévu à l'entrée du TNA et présenté par une troupe de Sidi Bel-Abbès.

Parallèlement aux représentations, les organisateurs ont programmé des conférences autour de «*La contribution des coopératives dans le mouvement théâtral algérien*», le «*Rôle des festivals dans la promotion du 4^e art*», en plus d'une «*Rencontre avec les metteurs en scènes primés au Fntp*».

Des hommages seront rendus au regretté Mahmoud Bouhroum (emporté par le coronavirus), Hamid Achouri, Lydia Larini et le technicien de lumières du TNA, Mokhtar Mouffok. **A. S.**

PH/D.R.



Célébration de la Journée internationale de la femme

Narimane Ghlamalah expose ses dernières œuvres

Une exposition rétrospective des toiles de l'artiste-peintre Narimane Ghlamalah a été inaugurée lundi à Alger, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, célébrée le 8 mars de chaque année.

Intitulée «*Simulacre*», l'exposi-

tion, organisée par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc), revisite des œuvres de cette plasticienne dont deux toiles inédites, et propose un regard sur la femme, l'exil et les aspirations, abordés dans des formes et styles alliant l'abstrait et le surréalisme.

Réparties sur trois espaces, les toiles de Narimane Ghlamalah interpellent le regard des visiteurs par une disposition diversement tordue qui sort du conformisme habituel et tord le cou à l'ordre établi qui consiste à accrocher les tableaux suivant une disposition unique.

Dans «*Réveries*», représentant une femme dans une posture où la tête légèrement inclinée et soutenue par la main droite bras incliné vers la droite, est disposé de manière à suivre la posture de cette femme en pleine méditation qui a l'air de revivre un souvenir. «*Par cette*

disposition, je parie que le regard aura à mieux méditer les toiles à brouiller les sens, contrairement à l'attitude de narration où jopte pour la disposition traditionnelle», a-t-elle expliqué. L'exposition «*Simulacre*» se poursuit jusqu'au 24 mars à la Villa Dar Abdelatif. **D. R.**

Classement de la musique Raï redéposé auprès de l'Unesco

Le dossier sera déposé fin mars courant

Le dossier de classement de la musique Raï sur la liste du patrimoine culturel immatériel sera déposé à nouveau, à la fin mars en cours, au niveau de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), après son enrichissement avec de nouveaux éléments, a déclaré la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda. Dans une déclaration à l'APS,

en marge de l'ouverture de l'exposition «*She Entrepreneurs*», dédiée à l'entrepreneuriat féminin dans le domaine culturel, organisée au Palais de la culture Moufidi-Zakaria, la ministre a indiqué que «*le dossier de classement de la musique Raï sur la liste du patrimoine culturel immatériel sera déposé à nouveau au nom de l'Algérie à la fin mars courant*», étant donné que notre pays est le «*berceau*» de

ce style musical, réaffirmant que «*l'Algérie était déterminée à inscrire la musique Raï sur la liste du patrimoine culturel immatériel*». La tutelle a demandé de retirer ce dossier, initialement proposé à la 15^e session du Comité intergouvernemental pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, tenue en décembre dernier, afin de pouvoir le «*renforcer et l'enrichir en fonction des observations émises par*

l'Unesco».

«*Un comité d'experts et de chercheurs du Centre national des recherches préhistoriques anthropologiques et historiques (Cnrap), ainsi que des associations et des personnalités intéressées par la musique Raï œuvrent à enrichir ce dossier avec de nouveaux éléments*», a-t-elle précisé. **L. B.**

«Les filles de Bernarda»

Une lecture théâtrale qui établit l'actualité de l'œuvre originelle

«*Les filles de Bernarda*», une lecture théâtrale tirée de «*La Casa de Bernarda Alba*», célèbre drame en trois actes écrit en 1936 par le poète et dramaturge espagnol Federico Garcia Lorca, a été présentée, lundi à Alger, en célébration de la Journée internationale de la femme et dans le cadre des échanges culturels entre l'Algérie et l'Espagne.

Conçue par Ana Fernandez Valbuena, la lecture scénique «*Les filles de Bernarda*», accueillie au Théâtre National Mahieddine-Bachtarzi (TNA), est un «*projet conçu pour réfléchir sur les thèmes*

proposés par le texte de Federico Garcia Lorca (1898-1936), appliqués aux différents contextes nationaux et aux différentes générations de femmes qui y ont participé», explique la Docteure en philologie italienne et Professeure de dramaturgie, Trois comédiennes algériennes assises sur des chaises au devant de la scène, Kaouther Douniazed, Fatima Rebahi, Nesrine Dahmane et cinq espagnoles, Daniela Garcia Castro, Guiomar de la Cruz Santos, Schneider Pauline Zoé Luise, patrocínio Nieto Moreno et Garance Durand Caminos, intervenant à travers des enregistrements vidéo proje-

tés sur écran, ont échangé sur différents sujets constituant les préoccupations communes et récurrentes de la femme, en lien avec ses aspirations à s'affirmer, à l'instar de l'enfermement, l'autorité patriarcale et la répression physique et morale. Réalisé entre décembre 2020 et février 2021 avec un panel de femmes de nationalités différentes, le montage de ce projet qui a nécessité une «*dizaine de sessions en ligne*», a «*confronté différentes manières d'analyser les textes dramatiques*» pour les mettre en scène en respectant le contexte propre à chaque pays, un travail qui vise à développer

l'«*échange intergénérationnel*» en rassemblant des actrices d'âges et de pays différents. Donnant au dialogue «*la dimension universelle*» contenue dans le texte original, les comédiennes ont réussi à créer et mettre au point un «*processus d'écriture dramatique simple*» à partir de «*démoignages partagés*» autour des thèmes contenus dans le texte initial, «*plus que jamais d'actualité*», ce qui a encouragé l'«*écoute et le métissage*» en intégrant à la lecture et à l'écriture «*divers accents*», à travers trois véhicules linguistiques : l'espagnol du drame original, l'algérien (derdja) et le français. **M. K.**



Afghanistan

A l'approche d'une échéance-clé, Biden tente de relancer le processus de paix

■ Partir ou rester ? Confronté au dilemme d'une date butoir rapprochée fixée par Donald Trump pour quitter l'Afghanistan, Joe Biden espère contourner l'obstacle en forçant la main de Kaboul et des talibans pour relancer le processus de paix avec une nouvelle initiative aussi ambitieuse que périlleuse.

Par Mourad M.

«**N**ous continuons à encourager toutes les parties à participer de manière constructive et avec un certain empressement aux négociations de paix interafghanes lancées en septembre au Qatar», a déclaré, lundi, le porte-parole de la diplomatie américaine, Ned Price, assurant que des progrès étaient «possibles».

Sans entrer dans le détail de ce qui se joue en coulisses, il a reconnu que les États-Unis avaient «avancé des idées» pour «accélérer le processus».

La démarche a en réalité surpris les observateurs, qui en

saluent l'audace ou déplorent une fuite en avant, au moment où le Président Biden est confronté à une décision cruciale. Il doit, en effet, annoncer s'il respecte l'échéance du 1^{er} mai pour retirer d'Afghanistan les 2 500 derniers soldats américains, conformément à un calendrier fixé par son prédécesseur dans le cadre d'un accord historique conclu il y a un an avec les talibans.

La chaîne afghane TOLONews a révélé une lettre du secrétaire d'État, Antony Blinken, pressant les dirigeants afghans d'accepter un projet d'accord prévoyant un «nouveau gouvernement inclusif», auquel participeraient les talibans. Il resterait en place pen-

dant une période de transition d'une durée indéterminée, doublée d'un cessez-le-feu permanent et censée aboutir à des élections libres après rédaction d'une nouvelle constitution.

Afin d'y parvenir, Washington propose de relancer les pourparlers de paix entre Kaboul et les insurgés «dans les prochaines semaines» en Turquie, tout en instaurant pendant ce temps une période de «réduction de la violence» de 90 jours pour éviter la traditionnelle offensive de printemps des talibans.

«On dirait que l'objectif, c'est de tenter de trouver d'autres options que simplement devoir partir ou rester le 1^{er} mai. Y a-t-il un raccourci vers un processus de paix ?», dit Laurel Miller, ex-émissaire américaine pour l'Afghanistan, aujourd'hui experte de l'organisation de prévention des conflits International Crisis Group. Selon elle, les diplomates américains «lancent quelques hameçons pour voir si ça mord».

L'accord américano-taliban prévoyait le retrait total des Américains à condition que les insurgés rompent avec les groupes jihadistes comme Al-Qaïda, dont la présence en Afghanistan avait provoqué l'intervention américaine après les attentats du 11 septembre 2001. L'administration Biden a estimé publiquement que cet engagement n'était pas tenu.

L'autre condition était l'ouverture de négociations directes inédites entre les insurgés et Kaboul. Or les pourparlers de Doha piétinent.

Quant à la réduction de la violence, censée accompagner ce processus de paix, elle ne s'est jamais vérifiée sur le terrain –



Ph. > D. R.

bien au contraire.

En toute logique, Joe Biden devrait donc maintenir des troupes en Afghanistan. Sauf que, comme Donald Trump, le démocrate veut mettre fin à la plus longue guerre de l'histoire des États-Unis.

Dans sa lettre, Antony Blinken met la pression sur le Président afghan Ashraf Ghani, en prévenant que l'option d'un retrait total au 1^{er} mai reste d'actualité. Auquel cas, prévient-il sans détour en justifiant «l'urgence» de sa requête, «la situation sécuritaire risque de se dégrader» et les talibans pourraient réaliser «des gains territoriaux rapides».

Le vice-président afghan Amrullah Saleh a dénoncé les propositions américaines qui signifieraient la fin des actuelles autorités élues en faveur d'un gouvernement de transition. Les talibans peuvent participer à de futures élections en cas d'accord, mais l'avenir du pays ne peut être scellé par «20 personnes dans une pièce», a-t-il lancé lundi. «Notre dépendance au monde extérieur ne signifie pas que nous devons obéir à

des exigences illégitimes», a-t-il encore fustigé.

Seul Laurel Miller, il est aussi «quasiment impossible que les talibans acceptent le plan Blinken, car ils ont toujours refusé d'entrer dans un gouvernement d'union».

«Les talibans veulent toujours la résurrection de leur émirat islamique totalitaire renversé par l'intervention américaine de 2001», acquiesce Thomas Joscelyn, du cercle de réflexion Foundation for Defense of Democracies, trouvant la position de Washington sévère à l'égard du Président Ghani alors que les insurgés sont les «principaux» responsables de la violence actuelle. Scott Warden, du think tank US Institute of Peace, se veut plus optimiste.

«Il n'est pas très réaliste d'avoir un accord final, ou même un pré-accord, d'ici mai», reconnaît-il. Mais la lettre peut permettre «certains progrès importants», et enclencher enfin les discussions sur les «questions-clés» après des mois d'enlèvement.

M. M.



Commentaire

Agacement

Par Fouzia Mahmoudi

Au lendemain de l'investiture de Joe Biden en début d'année, les Européens ont commencé à évoquer avec de plus en plus d'insistance une reprise de l'Accord sur le nucléaire iranien. Une reprise qui avait été l'une des grandes promesses de campagne du président démocrate. Pourtant, aujourd'hui, toujours aucun signe de Washington et Téhéran d'une mise en place de discussions sérieuses sur le sujet. Mais surtout l'insistance européenne excède visiblement les parties concernées. Le Président iranien, Hassan Rohani, a ainsi exhorté cette semaine les pays européens à éviter «toute menace ou pression» dans les négociations avec Téhéran sur son programme nucléaire, lors d'une rencontre avec le ministre irlandais des Affaires étrangères, Simon Coveney. Depuis l'arrivée de Joe Biden à la présidence américaine, Washington, les parties européennes (France, Allemagne, Royaume-Uni) et Téhéran, tentent de sauver l'Accord conclu à Vienne en 2015, qui accordait à l'Iran un allègement des sanctions internationales en échange de restrictions sur son programme nucléaire. Cet Accord est susceptible de voler en éclats depuis le retrait unilatéral des États-Unis en 2018 par l'ancien président Donald Trump, qui a réimposé des sanctions punitives contre la République islamique. «La meilleure façon de résoudre les problèmes avec les partenaires européens à différents niveaux bilatéraux, régionaux et internationaux, ce sont des négociations basées sur le respect mutuel en évitant toute menace ou pression», a estimé Hassan Rohani, lors de la rencontre, selon un communiqué de la Présidence iranienne. Hassan Rohani a renouvelé ses critiques contre «l'inactivité de l'Europe par rapport aux engagements de l'Accord», ajoutant que l'Iran s'était engagé à le «préserver» en tant que «seule partie à en avoir payé le prix». Cette déclaration intervient quelques jours après que l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne ont abandonné un projet de résolution dénonçant Téhéran auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le gendarme onusien du nucléaire. Téhéran a salué jeudi cette décision qui permettait de garder «ouverte la voie de la diplomatie» sur la question du nucléaire iranien. Le 23 février dernier, l'Iran avait commencé à restreindre certaines inspections de l'AIEA, après l'expiration de l'échéance fixée par son Parlement pour la levée des sanctions américaines. Néanmoins, l'Iran et l'AIEA ont conclu un accord technique temporaire deux jours auparavant pour limiter l'ampleur de la suspension de certaines inspections pour une durée pouvant aller jusqu'à trois mois. Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, qui devrait également rencontrer son homologue irlandais plus tard dans la journée, avait écrit sur Twitter vendredi qu'il présenterait «prochainement un plan d'action constructif et concret de Téhéran par le biais des voies diplomatiques appropriées». Les Européens, qui semblent nerveux en voyant que la Maison-Blanche sous pavillon démocrate ne prend pas les mesures escomptées vis-à-vis de l'Accord sur le nucléaire, en font ainsi tant qu'ils finissent par agacer les Iraniens et par créer des tensions contre-productives. Même les Américains semblent irrités par le lobbying de l'Europe sur cette question sensible qui risque manifestement de se régler moins rapidement que l'espéraient les Européens.

F. M.

Brésil

Un juge rend Lula éligible à la présidentielle de 2022

L'ex-président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva peut désormais affronter Jair Bolsonaro à la présidentielle de 2022, après qu'un juge de la Cour suprême a annulé lundi toutes ses condamnations pour corruption et la rétabli dans ses droits politiques.

Cette décision a fait l'effet d'une bombe, propulsant de nouveau l'icône de la gauche brésilienne dans l'arène politique, dans un Brésil plus polarisé que jamais après deux ans de mandat du président d'extrême droite, Jair Bolsonaro.

Le juge Edson Fachin a estimé que le tribunal de Curitiba (Sud) qui avait condamné Lula dans quatre procès n'était «pas compétent» pour juger ces affaires.

Celles-ci seront à présent jugées par un tribunal fédéral de Brasilia. En attendant, l'ex-prési-

dent (2003-2010) recouvre ses droits politiques et peut briguer un troisième mandat.

Le procureur général brésilien dispose toutefois d'un droit de recours devant la Cour suprême réunie en séance plénière.

«Lula innocent», a réagi sobriement sur Twitter le Parti des travailleurs (PT), formation de gauche cofondée en 1980 par Lula, qui pour sa part restait silencieux. Lula, 75 ans, avait déjà purgé un an et demi de prison pour corruption, d'avril 2018 à novembre 2019, avant d'être libéré sur décision collégiale de la Cour suprême.

Au moment où il avait été incarcéré, l'ancien chef de l'État était donné favori des sondages pour la présidentielle d'octobre 2018.

Deux ans et demi plus tard, dans un sondage récent, Lula apparaît comme le seul capable

de battre Jair Bolsonaro au prochain scrutin, en 2022 : 50 % des personnes interrogées se disaient prêtes à voter pour lui, contre 44 % pour le président sortant.

La Bourse de Sao Paulo a chuté de plus de 4 % peu après l'annonce de la décision du juge qui fait grincer des dents dans les milieux d'affaires.

«Le juge Fachin a toujours eu un lien fort avec le PT», a dénoncé le Président brésilien sur CNN Brasil. «Nous avons tous été surpris par cette décision, mais en fin de compte, le brigandage de ce gouvernement (de gauche) est bien clair pour toute la société», a-t-il ajouté.

Plusieurs alliés de M. Bolsonaro ont critiqué l'annulation des condamnations de Lula, jugée «révoltante» par le député de droite Bibo Nunes, du Parti Social Libéral (PSL).



Ligue 1 (mise à jour)

Le CRB et le CSC se neutralisent

LE CR BELOUZZAD a été tenu en échec par le CS Constantine 1-1 (mi-temps : 0-0), en match disputé lundi au stade du 20-Août-1955 d'Alger, en mise à jour de la 6^e journée du championnat de Ligue 1 de football. Après une première période assez équilibrée, le Chabab est parvenu à ouvrir le score à la 50^e minute par le buteur maison Hamza Bellahouel. Les Constantinois ont réussi à remettre les pendules à l'heure de jeu grâce à Abdelhakim Amokrane (59'). Désormais, rien

ne va plus chez le club algérien qui aligne un sixième match sans victoire, toutes compétitions confondues, dont trois en phase de poules de la Ligue des champions de la CAF. En revanche, le CSC, sous la houlette de son nouvel entraîneur Miloud Hamdi, enchaîne un troisième match sans défaite, et semble sur la voie du redressement après un début de saison laborieux. Avec onze rencontres jouées en championnat, le CRB aura à disputer encore cinq matchs en retard, dont deux dans son ancre du 20-Août.

USM Alger

Mounir Zeghdoud nouvel entraîneur

LE TECHNICIEN Mounir Zeghdoud est devenu le nouvel entraîneur de l'USM Alger (Ligue 1 de football), en remplacement du Français Thierry Froger, limogé dimanche soir, a annoncé lundi le club algérien.

«Le conseil d'administration de l'USMA et en concertation avec le directeur sportif, Anthar Yahia, se sont mis d'accord pour la désignation de Mounir Zeghdoud et son staff à la barre technique du club», indique un communiqué de l'USMA publié sur sa page officielle Facebook. L'ancien défenseur international algérien avait dirigé la barre technique de l'USM Alger lors de l'exercice précédent 2019-2021, avant de quitter le club après avoir décliné une proposi-

tion de la direction de Serport de travailler comme entraîneur-adjoint. Dimanche, la direction de l'USMA a décidé de se séparer de l'entraîneur Thierry Froger et de son adjoint Benaraïbi Bouziane. Arrivé sur le banc du club de Soustara en décembre dernier, Froger fait les frais de la défaite concédée samedi dans le derby disputé au stade de Dar El-Beïda face au Paradou AC (2-1), dans le cadre de la 16^e journée de championnat.

L'USMA a consommé donc trois entraîneurs depuis l'intersaison : François Ciccolini, limogé avant même le début du nouvel exercice, Benaraïbi Bouziane, qui a assuré l'intérim, et Thierry Froger.

Handball/ Championnat d'Espagne

Le portier Ghedbane convoité par le FC Barcelone

LE GARDIEN de but international espagnol d'Ademar Len (Div.1 espagnole de handball), Khalifa Ghedbane, est convoité par le FC Barcelone en vue d'un éventuel recrutement durant l'intersaison, rapporte lundi la radio Cadena Ser, proche de la formation catalane.

Les premiers contacts entre l'équipe Blaugrana et le conseil d'administration d'Ademar Len, présidé par Cayetano Franco, ont déjà eu lieu, précise la même source.

Le FC Barcelone est à la recherche d'un gardien pour la saison prochaine, et l'un des noms qui apparaît sur la liste de l'équipe Blaugrana est Khalifa Ghedbane. L'Algérien est également très bien placé dans le calepin de l'entraîneur Xavier

Pascual, affirme Cadena Ser. Le club d'Ademar a fixé à 100 000 euros la clause libératoire du gardien international algérien dont le contrat expire en 2022. Ghedbane ne renoncera pas à la possibilité d'un changement d'air, considérant le Barça comme l'une des meilleures équipes du monde. Ayant réussi à l'illustrer lors du Mondial 2017 des U21, disputé en Algérie, Ghedbane (24 ans) avait connu sa première expérience à l'étranger, en rejoignant le club espagnol de CB Puente Genil, avant de rejoindre la formation macédonienne de Vardar Skopje, avec laquelle il avait décroché la Ligue des champions en 2019 et une troisième place au Mondial des clubs la même année.

ASM Oran

L'entraîneur Hadj Merine pressenti

L'ENTRAÎNEUR Hadj Merine, actuellement à la barre technique du CR Témouchent, est pressenti pour diriger l'ASM Oran, a-t-on appris, dimanche, de ce club de Ligue 2 de football. Hadj Merine, qui a déjà exercé au sein de la formation oranaise, pourrait effectuer une nouvelle expérience du côté du club de «M'dina J'dida» s'il venait à résilier son contrat avec le nouveau promu en Ligue 2, a précisé la même source. Entre le jeune technicien oranais et la direction du CRT, la relation devrait en effet arriver à terme plus tôt que prévu. Les deux dernières contre-performances des

Témouchentois, notamment la défaite à domicile contre le SKAF Khemis, pourrait sonner le glas de Hadj Merine, indique-t-on du côté de la direction du CRT. Une aubaine que les dirigeants de l'ASMO veulent saisir pour «récupérer» leur ancien coach. L'ASMO a enregistré, la semaine passée, le départ de son entraîneur Kamel Mouassa avant même qu'il ne signe son contrat, rappelle-t-on. Les «Vert et Blanc», vainqueurs samedi du derby oranais sur le terrain de l'OM Arzew (1-0), partagent la première place au classement du groupe Ouest avec le MCB Oued Sly (10 pts chacun), après quatre journées.

Alors que l'AGE de la CAF est maintenue

La CAN-2021 (U17) officiellement annulée

■ Coup dur pour le football national avec cette décision de la Confédération africaine de football d'annuler la Coupe d'Afrique des Nations de la catégorie des U17, prévue au Maroc du 13 au 31 mars, pour laquelle notre sélection s'était qualifiée haut la main après avoir terminé première du tournoi Unaf qualificatif à ce tournoi et qui s'était déroulée au mois de janvier dernier à Alger.

Par Mahfoud M.

Pour demander l'annulation de la compétition, le Maroc a avancé comme argument la situation pandémique dans plusieurs pays africains liée au Covid-19, alors que cette crise n'a pas empêché de tenir la CAN U20 en Mauritanie et frappe le monde depuis maintenant plus d'une année.

A noter que la décision a été prise lundi, au terme de la réunion du Comité d'urgence de la CAF, provoquée pour étudier les différents scénarios qui se proposent dans le cadre de la CAN des U17. C'est la deuxième fois que le Maroc demande d'annuler ou de faire délocaliser une compétition, après avoir postulé à son organisation, la première étant la CAN 2015 où les Marocains avaient avancé comme raison l'épidémie d'Ebola, qui touchait à cette époque certains pays africains. Pris de court, les responsables de la CAF avaient pris attache avec de nombreux pays pour suppléer le Maroc, avant que la Guinée équatoriale ne se propose de l'accueillir. Il faut dire que l'enjeu était de taille à cette époque et la CAF ne voulait pas perdre ses sponsors, Orange et Nissan, d'où le fait que le président Issa Hayatou avait tout fait pour sauver la mise et éviter d'annuler cette compétition.



Les pouillains de Lacet abattus après cette nouvelle

Pour revenir à l'annulation de la CAN U17, de nombreux observateurs ne comprennent pas cette décision qu'on lie au Covid, alors que l'Assemblée générale électorale (AGE) de la CAF prévue vendredi prochain à Rabat, est, elle, maintenue. En marge de ces élections, les membres de l'Assemblée générale seront invités à élire leurs deux représentants au Conseil de la Fédération internationale (Fifa), dont le président de la Fédération algérienne (FAF), Kheireddine Zetchi, est candidat.

La sélection algérienne des

U17, qualifiée pour cette compétition, devait affronter, dans le groupe B, le Nigeria, la Tanzanie et le Congo. Pour rappel, les joueurs du sélectionneur Mohamed Lacete devaient s'envoler samedi pour le Maroc, mais le vol a été annulé, faute d'autorisation de la part des autorités marocaines. C'est une grande déception pour ces jeunes qui se sont défoncés pour arracher le billet de la qualification et rêvaient d'imiter les seniors qui avaient, eux, décroché le titre africain lors de l'édition du Caire en 2019.

M. M.

Naples

Ghoulam opéré avec succès du genou gauche

Mariani à Villa Stuart (clinique à Rome, ndr), a écrit la SSC Napoli sur son site internet, sans préciser toutefois la durée d'indisponibilité de l'ancien défenseur de l'AS Saint-Etienne (Ligue 1/ France).

Ghoulam avait passé plus tôt dans la journée des examens médicaux approfondis à Rome pour connaître la nature exacte de la blessure et la durée d'indisponibilité. La chaîne Sky Sport

était la première à évoquer une rupture des ligaments croisés pour Ghoulam, sorti dimanche soir dès la 22^e minute du match remporté à domicile face à Bologne (3-1). Depuis 2017, le joueur, formé à l'AS Saint-Etienne (France), s'est déjà fait opérer à deux reprises d'une rupture des ligaments croisés du genou droit, ce qui l'a stoppé net dans son élan avec les «Partenopei».

Manchester City

Mahrez, meilleur joueur du club en février

L'AILIER INTERNATIONAL algérien, Riyad Mahrez, a été élu meilleur joueur de Manchester City du mois de février, selon les résultats du sondage mensuel, dévoilés lundi par le leader du championnat d'Angleterre Premier League sur son site officiel. Le capitaine de la sélection algérienne a obtenu 79 % des voix des 30 000 votants, devant ses deux coéquipiers, le Portugais Bernardo Silva et

l'Espagnol Rodrigo Hernandez. Mahrez a été récompensé pour ses performances lors du mois de février avec des prestations de classe mondiale, contre notamment Arsenal, Everton, West Ham ou encore Wolverhampton. D'autre part, le beau but inscrit par Riyad Mahrez lors de la victoire des Citizens 3-1 à Everton a été sélectionné pour le prix du but du mois de février en Premier League. Mahrez (30 ans) a été

nommé aux côtés de Joao Moutinho (Wolverhampton contre Arsenal), James Ward-Prowse (Newcastle contre Southampton), Bruno Fernandes (Manchester United contre Everton), Mohamed Salah (Leicester contre Liverpool), Matt Lowton (Crystal Palace contre Burnley), Takumi Minamino (Southampton contre Chelsea) et Jean-Philippe Mateta (Brighton contre Crystal Palace).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejouralgerie.com>

Protection civile Guelma

Sept personnes bloquées par les eaux dans leurs voitures secourues

LES ÉLÉMENTS de la Protection civile sont intervenus dans la nuit de lundi à mardi pour secourir sept personnes bloquées par les eaux dans leurs voitures sur la RN 102, entre Guelma et Oum El Bouaghi, en raison de la hausse du niveau de l'eau suite aux fortes pluies enregistrées, a-t-on appris, hier, auprès de la cellule de communication de ce corps constitué.

Secourues par les éléments de la Protection civile sur le territoire de la commune de Tamlouka, à environ 60 km à

l'ouest de Guelma, les sept personnes se trouvaient à bord de véhicules charriés sur le bas-côté de la route au milieu des flots, a précisé la même source à l'APS, ajoutant que ces personnes, dont une femme, sont âgées entre 31 et 60 ans.

Les fortes pluies, accompagnées de grêle, qui se sont abattues sur la région ont perturbé le trafic automobile sur la RN 102, en particulier au niveau des segments reliant les wilayas de Guelma et Oum El Bouaghi, a rappelé la même source. **K. B.**

Protection des migrants en Méditerranée

Manque de volonté des Etats européens

LE CONSEIL de l'Europe a souligné, dans un rapport publié hier, le «manque de volonté des Etats européens» d'établir des politiques de protection des migrants traversant la Méditerranée, causant la perte de «milliers de vies humaines».

«Depuis des années, les pays d'Europe se sont engagés dans une course vers l'abîme, pour maintenir hors de nos frontières les personnes ayant besoin de notre protection, avec des conséquences désastreuses», déplore Dunja Mijatovic, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, en introduction du rapport. «Leur réponse est l'un des exemples les plus flagrants de la façon dont les mauvaises politiques migratoires portent atteinte aux droits humains et coûtent la vie à des milliers d'êtres humains», poursuit-elle.

Le document dresse le bilan de la mise en place des recommandations publiées en 2019, dans un précédent rapport, par le Conseil de l'Europe. Et le constat est sans appel : «La situation des droits humains dans la région méditerranéenne reste déplorable, et s'est encore détériorée».

Sur la période observée, entre juin 2019 et fin 2020, plus de 2 600 décès ont été comptabilisés par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Le rapport souligne que ce chiffre est sans doute sous-estimé, les noyades se produisant bien souvent hors des radars.

Espagne : cinq migrants meurent au large des Canaries

Au moins cinq migrants africains ont péri en tentant de rejoindre l'archipel espagnol des Canaries à bord d'une embarcation contenant une cinquantaine de personnes, ont

annoncé, hier, les autorités locales.

Un corps a été trouvé par les gardes-côtes sur un bateau de fortune au sud de l'île de Grande Canarie, ont indiqué des sources de la délégation du gouvernement espagnol dans cet archipel situé au large des côtes nord-ouest de l'Afrique.

«Il semble que quatre autres personnes étaient décédées durant le trajet, selon les témoignages des survivants, mais leurs corps n'étaient plus dans l'embarcation», a-t-on ajouté de même source.

Les migrants rescapés, au nombre de 47, ont été transférés au port d'Arguinegun, sur l'île de Grande Canarie, et après un examen médical, «deux d'entre eux ont été évacués vers un hôpital pour des pathologies mineures», a précisé le service d'urgence. Situées à plus de 100 km des côtes africaines, les Canaries ont connu l'an dernier une vague migratoire inédite depuis 2006, malgré le caractère extrêmement dangereux de cette route atlantique, de nouveau empruntée par les migrants depuis que les contrôles se sont renforcés en Méditerranée. En 2020, 23 023 migrants africains sont ainsi arrivés sur l'archipel, contre 2 687 l'année précédente, selon le ministère espagnol de l'Intérieur. Une forte proportion de ces migrants sont des Marocains. **R. M.**

L'ASSOCIATION culturelle «Amel» d'Oran prépare une nouvelle pièce de théâtre intitulée «Caricature», a-t-on appris du metteur en scène et auteur de cette nouvelle production artistique, Sidi Mohamed Belfadel.

La pièce, sous forme de scènes représentant des personnages caricaturaux, sera prête au mois de mai prochain, a indiqué à l'APS M. Belfadel.

Cette production, réalisée dans le cadre

Hausse des prix des huiles de table



Loumis

Djalou@hotmail.com

Béjaïa

Les étudiants manifestent encore

■ Arborant de larges banderoles dont deux sur lesquelles on pouvait lire «Pour une Algérie algérienne» et l'autre «L'université de Béjaïa : pour une transition démocratique et un Etat de droit», la communauté universitaire de Béjaïa, composée d'étudiantes, étudiants, enseignants, travailleurs et syndicalistes, est sortie, hier, dans une nouvelle manifestation de rue allant du Campus Targa Ouzemour jusqu'au Palais de justice de la ville.

Par Hocine Cherfa

Des slogans ont été scandés par des centaines de manifestants, comme à chaque fois, pour exprimer leurs revendications, exigeant la liberté, une ouverture démocratique, le respect des droits et des libertés individuelles et collectives, les libertés politique et de réunion et l'indépendance de la justice. D'autres ont été hostiles au pouvoir en général, récla-

mant la libération des détenus, le changement politique et la liberté d'expression, la poursuite de la lutte en faveur d'un Etat démocratique et social, entre autres, «Système dégage», «El istiklal, el istiklal», «Werrahi el adala werah el qanoun», «Winek winek ya adala had el hirak dayer hala», «Adala belqanoun machi betiliphone», «Djazair horra démocratia», «Libérez les détenus». Le nouveau projet de loi portant déchéance de la nationalité a vivement été décrié par

les étudiants qui ont scandé le nouveau slogan : «Matkhouafounache bel djinssia h'na rebatna el watania». Les étudiants ont réaffirmé aussi leur détermination à ne pas lâcher prise par la poursuite de leurs manifestations : «Anedou anedou alema yaghli udavun», «Assa azeka tagrawla tella tella». Notons que la manifestation a grossi en cours de route et a été soutenue par les hirakistes et la société civile.

H. C.

Energie

Réunion de Arkab avec les responsables de Alnaft et ARH

LE MINISTRE de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a tenu deux réunions successives avec les responsables de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft) et l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), dans le cadre des séances de travail et de suivi tenues avec plusieurs organisations du secteur, indique un communiqué du ministère.

M. Arkab a présidé, lundi, au siège de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft), une réunion avec les cadres et le président de l'Agence, Nourredine Daoudi, ainsi que le secrétaire général du ministère et la délégation l'accompagnant, au cours de laquelle il a écouté les explications du président et des cadres de l'Agence, selon un communiqué publié

sur la page Facebook du ministère. Le ministre a également présidé, lundi, une autre réunion au siège l'ARH, avec le président de son comité de direction, Rachid Nadil et des cadres de l'Autorité, en présence du secrétaire général du ministère et la délégation l'accompagnant, consacrée à l'écoute de leurs explications, ajoute le communiqué.

K. L.

Oran

Une nouvelle pièce théâtrale du metteur en scène Belfadel en préparation

du programme culturel de l'association «Amel», est la première expérience qu'il mène dans l'art satirique, a-t-il précisé.

La pièce, qui dure plus d'une heure, aborde plusieurs sujets sociaux, à l'instar du divorce et du mariage, de manière caricaturale et dans un style humoristique, entrecoupés de morceaux de musique composés par Ziiani Abderrahim, avec l'utilisation de dessins caricaturaux empruntés au quotidien

«El-Djornhouria», a expliqué Sidi Mohamed Belfadel.

Des figures artistiques algériennes célèbres dans l'art humoristique, à l'instar de Hassan Hassani (Bouabagra) et Hadj Abderrahmane «L'inspecteur Tahar» et d'autres internationales comme Charlie Chaplin et Laurel et Hardy seront adaptées dans ce projet, a ajouté le metteur en scène.

R. C.